



LE DÉPARTEMENT

## PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES DE LA DROME

### FONDS UNIQUE LOGEMENT ET HABITAT

**Années 2020-2022**

Convention relative à l'action :

**Médiation locative dans le parc très social de SOLIHA**

Entre :

Le **DÉPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Madame la Présidente du Conseil départemental, agissant au nom du Département en exécution de l'arrêté régi par l'ordonnance 2020-391 du 1er avril 2020, ci-après dénommée « le Département »

d'une part,

Et :

**SOLIHA DROME**, 44 rue Faventines, B.P. 1022, 26010 VALENCE CEDEX, représenté par son Président, dûment habilité par son Conseil d'administration, ci-après dénommé « l'Association »

d'autre part,

### PREAMBULE

SOLIHA DROME a pour but notamment d'apporter par tous moyens, une aide aux occupants de logements défectueux désirant améliorer leurs conditions d'habitation, avec une attention particulière aux populations fragiles, de gérer par convention certaines réalisations sociales publiques ou associatives, de réaliser toutes études, actions de sensibilisation, de formation professionnelle, pour promouvoir et diffuser des actions, des techniques, des expériences contribuant à l'amélioration des conditions de logement.

*« Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées par la présente loi, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et des services téléphoniques » Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au Logement.*

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (2019-2024) prévoit des actions visant particulièrement, les personnes dépourvues de logement, les personnes menacées d'expulsion, les personnes hébergées ou logées temporairement en structure, les personnes en situation d'habitat indigne ou d'habitat précaire, ou occupant des locaux impropres à l'habitation, les personnes en situation de surpeuplement manifeste dans leur logement, les personnes confrontées à un cumul de difficultés (financières et sociales).

**Il est convenu ce qui suit :**

## **Article 1 : Objet de la convention**

Le Département met en place des accompagnements pour les ménages en difficulté d'accès ou de maintien de logement. Pour ce faire, un financement d'actions a été prévu dans le cadre du Fonds Unique Logement et Habitat.

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties concernant l'action de **médiation locative dans le parc très social de l'association**.

## **Article 2 : Obligations de l'Association**

Du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2022, l'association mènera l'action suivante : **Médiation locative - médiation locative dans le parc très social de l'association**.

On entend par médiation locative, la réalisation de prestations de gestion immobilière et d'accompagnement pour les publics les plus fragiles qui ne peuvent accéder directement à une location dans le parc public ou privé.

Cette action comporte les éléments suivants :

- La prise en compte des candidatures faites par les services sociaux du Département lors de chaque nouvelle attribution de logement,
- L'aide aux familles dans leur parcours logement : entrée, maintien et appropriation du logement, maîtrise des charges et dépenses d'énergie, et plus globalement « mieux vivre ensemble ».

L'Association devra se coordonner avec les services sociaux concernés et l'adjoint logement du pôle logement référent, en particulier pour les nouvelles attributions (pré-cal) et dans le cadre du suivi et de l'accompagnement des personnes dans le logement. Elle devra notamment rendre compte à l'adjoint logement des décisions de la commission d'attribution.

L'Association s'engage à affecter un personnel qualifié ou expérimenté dans le domaine social, condition nécessaire à la bonne conduite des actions mises en œuvre.

L'Association devra faire apparaître l'intervention du Département dans toute action de communication relative aux actions. Dans ce cadre, les documents édités par l'association porteront la mention « *avec la participation du Département* ». Le logo du Département faisant l'objet d'une charte graphique, l'association devra se rapprocher de la Direction de la Communication pour obtenir tous les renseignements relatifs à la diffusion externe du logo.

## **Article 3 : Obligation du Département**

Le Département s'engage à verser, chaque année sous réserve du budget FULH approuvé et voté, au compte de l'Association la somme maximale de **55 000 €** pour l'accompagnement du public logé dans son parc sur l'ensemble du Département.

Le paiement sera assuré par l'UDAF, gestionnaire du Fonds Unique Logement et Habitat (FULH), en deux fois :

- 80 % à la signature de la convention
- le solde après production du rapport d'activité visé à l'article 4.

## **Article 4 : Évaluation**

Le Chef du Service Habitat et Territoires de la Direction des Politiques Territoriales et les Adjointes logement sont garants du suivi de l'exécution de la présente convention. Ils sont susceptibles

de demander à l'association de produire à tout moment les éléments nécessaires au contrôle des actions.

L'Association s'engage à alerter la Direction des Politiques Territoriales dès qu'elle prévoit ou constate l'apparition d'évènements risquant de compromettre la bonne marche des actions.

L'Association s'engage à remettre par voie dématérialisée aux adresses mails génériques suivantes :

[habitat@ladrome.fr](mailto:habitat@ladrome.fr) et aux adjoints **logement des Pôles Logement concernés par l'action :**

- [logement-bourgdepeage@ladrome.fr](mailto:logement-bourgdepeage@ladrome.fr)
- [logement-valence@ladrome.fr](mailto:logement-valence@ladrome.fr)
- [logement-dromeprovencale@ladrome.fr](mailto:logement-dromeprovencale@ladrome.fr)
- [logement-crest@ladrome.fr](mailto:logement-crest@ladrome.fr)

⇒ **Bilan intermédiaire de l'action** à remettre chaque année et **au plus tard le 15 juillet N**. Il devra comprendre une analyse de l'état d'avancement de l'action. Ce bilan fait l'objet d'une rencontre avec les adjoints logement concernés.

⇒ **Documents bilan** à remettre chaque année et **au plus tard le 31 janvier N+1**. Il devra comprendre :

- Les modalités de fonctionnement des actions (horaires d'ouverture, localisation, moyens humains et matériels mis à disposition, etc.),
- La typologie des ménages (provenance, ressources, origine géographique, composition familiale),
- Les caractéristiques des logements rendus disponibles ou offres nouvelles durant l'année,
- Une analyse de la progression des ménages par rapport aux objectifs définis.

⇒ **Documents bilan** à remettre chaque année et au **plus tard le 30 juin N+1** :

- Un **résultat analytique des charges et des produits pour chacune de ces actions**,
- Le **compte de résultat consolidé et le bilan de l'association** certifiés par le commissaire aux comptes (si la législation impose son contrôle).

### **Article 5 : Confidentialité des données (CNIL)**

Les données contenues sur les supports et dispositifs informatiques (Fichiers Word, Excel...) remises par le Département de la Drôme à l'occasion de l'exécution de la présente convention restent la propriété du Département de la Drôme. Ces données contenues sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Conformément aux articles 34 et 36 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et au RGPD (UE 2016/679), l'association s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité et l'intégrité des informations et notamment qu'elles ne soient pas déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. Elle met en œuvre les droits des personnes concernées.

En fin de convention, l'association s'engage à procéder à la destruction de tous les documents, fichiers manuels ou informatisés contenant les informations saisies.

Le Département de la Drôme se réserve le droit de procéder ou de faire procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non respect du fondement des dispositions précitées, la responsabilité du signataire de la présente convention peut être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le Département de la Drôme pourra prononcer la résiliation immédiate de la présente convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect du fondement des dispositions précitées.

#### **Article 6 : Durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties.

#### **Article 7 : Révision - Résiliation - Litige**

Toute modification fera l'objet d'un avenant délibéré dans les mêmes conditions que la présente convention.

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale ou partielle de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, un mois après l'envoi par le Département d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées.

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

Fait à Valence, le

En deux exemplaires originaux.

Pour le Département,  
La Présidente du Conseil départemental,

Pour l'Association,  
Le Président,

Marie-Pierre MOUTON.